



LE 14 JUILLET 2019 NE DOIT PAS CELEBRER LA COLLABORATION MILITAIRE FRANCO-ALLEMANDE ET LA SOUMISSION de la FRANCE à l'O.T.A.N. ; au contraire, le 14 JUILLET DOIT REDEVENIR LA FÊTE DE LA SOUVERAINETE NATIONALE ET POPULAIRE !

Concernant la signification du défilé militaire du 14 juillet 2019, Emmanuel Macron écrit froidement : « *La construction d'une Europe de la défense, en lien avec l'Alliance atlantique dont nous fêtons les 70 ans, est pour la France une priorité. Elle constitue le fil rouge de ce défilé.* »

Pour nous tous, anciens Résistants, descendants de Résistants et/ou de Déportés, admirateurs et continuateurs de la France libre, de la Résistance intérieure armée (notamment FTPF et FTP-MOI), et du Conseil National de la Résistance, cette déclaration scandaleuse montre que l'actuel chef de l'État et l'oligarchie antinationale qu'il incarne, sont vraiment prêts à tout pour détruire l'indépendance de notre pays et, plus généralement, pour piétiner les valeurs démocratiques et républicaines que symbolise le 14 juillet. Pas seulement le 14 juillet 1789, date emblématique de la Révolution française et de sa signification universelle, mais le 14 juillet 1935 à l'occasion de laquelle fut proclamé, avec une forte dimension patriotique et antihitlérienne, le Front populaire antifasciste à l'occasion du meeting du stade Buffalo à Paris, ainsi que le 14 juillet 1945 qui fut une immense fête populaire célébrant la Libération du territoire national et appuyant le programme émancipateur du CNR intitulé « Les Jours heureux ».

Plus que jamais en ce 14 juillet 2019, 230^{ème} anniversaire de la Révolution française, nous appelons à combattre le principe même d'une « armée européenne » intégrée à l'OTAN. Tout en stimulant comme jamais le réarmement de l'impérialisme allemand devenu le principal chef de file de l'Union européenne (l'élection récente de l'ancienne ministre allemande de la Défense à la présidence de la commission est un gage de plus donné aux va-t-en-guerre atlantistes qui ne rêvent que d'en découdre avec la Russie), tout en piétinant la décision historique de Charles de Gaulle de sortir la France du commandement intégré de l'OTAN (1966), la mise en place de cette armée signerait l'arrêt de mort du principe même d'une défense nationale que nous souhaitons exclusivement dédiée à la protection du territoire national à l'exclusion de toute menée expansionniste et de toute besogne répressive à l'encontre du peuple français.

En outre, l'implication de l'armée française dans une armée européenne tuteurée par Berlin et arrimée à l'OTAN constituerait un pas supplémentaire vers l'implication de la France dans les guerres impérialistes fomentées par Washington contre toutes sortes de peuples ciblés par les États-Unis ; à commencer par le peuple russe qui, au premier chef, brisa l'Allemagne nazie et son « invincible » Wehrmacht lors de la contre-offensive qui mena l'Armée rouge de Stalingrad à Berlin.

L'avenir de la nation française, pas plus que celui de l'Europe et du monde pacifiés que nous voulons, ne passent pas par l'asservissement volontaire de nos « élites » politiques, économiques et médiatiques à l'Europe allemande et à l'Alliance atlantique des faucons de Washington. La sauvegarde de la paix passe au contraire par la résistance populaire la plus large à l'euro-désintégration atlantique en cours de la France, de sa langue, sacrifiée au tout-anglais, des conquies sociaux de la Résistance, du secteur public et nationalisé, de l'idée même d'une République une et indivisible aujourd'hui débitée en euro-régions à l'allemande, et par la défense résolue de la souveraineté et de l'héritage démocratique de notre pays coopérant avec tous les pays et tous les continents du monde. Toutes choses dont l'actuel chef de l'État et son équipe s'avèrent, décidément, les ennemis inconciliables.

- Léon **LANDINI**, président du PRCF, ancien officier FTP-MOI, médaille de la Résistance, officier de la Légion d'honneur, Grand Mutilé de guerre
- Michel **DEBRAY**, vice-amiral, ancien commandant de l'Aviation embarquée et du groupe des porte-avions, ancien président de l'Institut Charles de Gaulle
- Pierre **PRANCHÈRE**, ancien Résistant, ancien député à l'Assemblée Nationale, député honoraire au Parlement Européen, président de la commission Internationale du PRCF
- Geneviève **BLACHE**, militante gaulliste progressiste
- Georges **GASTAUD**, secrétaire national du PRCF, fils d'un Résistant gaulliste décoré par la France, les États-Unis et la Pologne populaire
- Olivier **DELORME**, historien et écrivain
- Annie **LACROIX-RIZ**, historienne, professeure émérite de l'université Paris VII-Diderot